

Gouvernement du Québec

## Décret 1669-2023, 15 novembre 2023

CONCERNANT l'octroi d'une aide financière maximale de 10 841 859 \$ au Regroupement des organismes nationaux de loisir du Québec, au cours des exercices financiers 2023-2024 et 2024-2025, pour son fonctionnement

ATTENDU QUE le Regroupement des organismes nationaux de loisir du Québec est une personne morale sans but lucratif légalement constituée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (chapitre C-38), qui a pour mission de développer et de dispenser des services administratifs, professionnels et techniques aux organismes nationaux de loisir et de sport;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 1.1 de la Loi sur le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (chapitre M-15), la ministre responsable du Sport, du Loisir et du Plein air exerce ses fonctions notamment dans les domaines du loisir et du sport;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 2<sup>o</sup> de l'article 1.3 de cette loi, aux fins de l'exercice de ses fonctions, la ministre responsable du Sport, du Loisir et du Plein air peut notamment accorder, aux conditions qu'elle croit devoir fixer, une aide financière sur les sommes mises à sa disposition à cette fin;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe a de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6), tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser la ministre responsable du Sport, du Loisir et du Plein air à octroyer une aide financière maximale de 10 841 859 \$ au Regroupement des organismes nationaux de loisir du Québec, soit un montant maximal de 5 395 995 \$ au cours de l'exercice financier 2023-2024 et de 5 445 864 \$ au cours de l'exercice financier 2024-2025, pour son fonctionnement, et ce, conditionnellement à la signature d'une convention d'aide financière substantiellement conforme au projet de convention joint à la recommandation ministérielle du présent décret;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre responsable du Sport, du Loisir et du Plein air :

QUE la ministre responsable du Sport, du Loisir et du Plein air soit autorisée à octroyer une aide financière maximale de 10 841 859 \$ au Regroupement des organismes nationaux de loisir du Québec, soit un montant maximal de 5 395 995 \$ au cours de l'exercice financier 2023-2024 et de 5 445 864 \$ au cours de l'exercice financier 2024-2025, pour son fonctionnement, et ce, conditionnellement à la signature d'une convention d'aide financière substantiellement conforme au projet de convention joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

*La greffière du Conseil exécutif,*  
DOMINIQUE SAVOIE

81054

Gouvernement du Québec

## Décret 1671-2023, 15 novembre 2023

CONCERNANT la nomination de membres du Tribunal administratif du travail

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 2 de la Loi instituant le Tribunal administratif du travail (chapitre T-15.1) prévoit que le Tribunal est composé de membres nommés par le gouvernement, après consultation du Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre visé à l'article 12.1 de la Loi sur le ministère du Travail (chapitre M-32.2);

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 53 de la Loi instituant le Tribunal administratif du travail prévoit que les membres sont choisis parmi les personnes déclarées aptes suivant la procédure de recrutement et de sélection établie par règlement du gouvernement;

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 57 de cette loi prévoit que la durée du mandat d'un membre est de cinq ans;

ATTENDU QUE l'article 62 de cette loi prévoit que le gouvernement fixe, conformément au règlement édicté en application de l'article 61 de cette loi, la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail des membres du Tribunal;

ATTENDU QUE l'article 65 de cette loi prévoit que le fonctionnaire nommé membre du Tribunal cesse d'être assujéti à la Loi sur la fonction publique (chapitre F-3.1.1) pour tout ce qui concerne sa fonction de membre et qu'il est, pour la durée de son mandat et dans le but d'accomplir les devoirs de sa fonction, en congé sans solde total;

ATTENDU QUE conformément à l'article 5 du Règlement sur la procédure de recrutement et de sélection des personnes aptes à être nommées membres du Tribunal administratif du travail et sur celle de renouvellement du mandat de ces membres (chapitre T-15.1, r. 1), la secrétaire générale associée responsable des emplois supérieurs au ministère du Conseil exécutif a formé un comité de sélection;

ATTENDU QUE conformément à l'article 17 de ce règlement, ce comité a transmis son rapport à la secrétaire générale associée responsable des emplois supérieurs au ministère du Conseil exécutif et au ministre du Travail indiquant notamment le nom des candidats qu'il déclare aptes à être nommés membres du Tribunal;

ATTENDU QUE messieurs Karim Benelfellah et Gabriel Miron ainsi que mesdames Emmanuelle de Champlain, Jessica Laforest, Virginie Maloney et Marie-Eve Vanden Abeele ont été déclarés aptes à être nommés membres du Tribunal administratif du travail suivant la procédure de recrutement et de sélection établie par ce règlement;

ATTENDU QUE la consultation requise par la loi a été effectuée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du Travail :

QUE les personnes suivantes soient nommées membres du Tribunal administratif du travail, à la division et au lieu principal d'exercice des fonctions désignés par le président du Tribunal, pour un mandat de cinq ans à compter du 27 novembre 2023 :

— monsieur Karim Benelfellah, avocat principal et chef d'équipe juridique en santé et sécurité du travail, Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, au traitement annuel de 132 394 \$;

— madame Emmanuelle de Champlain, directrice générale, Centre communautaire juridique de Montréal, au traitement annuel de 169 950 \$;

— madame Jessica Laforest, avocate, Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, au traitement annuel de 169 950 \$;

— madame Virginie Maloney, directrice adjointe, Enquêtes et évaluations, Centre de règlement des différends sportifs du Canada, au traitement annuel de 130 732 \$;

— monsieur Gabriel Miron, greffier spécial, Tribunal administratif du logement, au traitement annuel de 160 699 \$;

— madame Marie-Eve Vanden Abeele, avocate en santé et sécurité du travail, Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, au traitement annuel de 130 732 \$;

QUE messieurs Karim Benelfellah et Gabriel Miron ainsi que mesdames Emmanuelle de Champlain, Jessica Laforest, Virginie Maloney et Marie-Eve Vanden Abeele bénéficient des conditions de travail prévues au Règlement sur la rémunération et les autres conditions de travail des membres du Tribunal administratif du travail (chapitre T 15.1, r. 2);

QUE madame Jessica Laforest ainsi que monsieur Gabriel Miron soient en congé sans solde total du ministère du Travail.

*La greffière du Conseil exécutif,*  
DOMINIQUE SAVOIE

81056